

RODEZ le 3 avril 2020

A l'attention de Madame Catherine Sarlandie de La Robertie

Madame la Préfète,

Depuis plus de quinze jours notre département est en confinement suite aux recommandations gouvernementales.

La situation des salariés(es) de l'Aveyron qui doivent exercer leurs activités mérite une attention toute particulière.

Nos organisations ont contribué, depuis le début, à ce que toutes les mesures soient prises pour assurer la sécurité des salariés(es) dans leur ensemble.

Les entreprises impactées par cette situation et qui sont le cœur de l'activité aveyronnaise sont touchées de plein fouet.

A ce jour, les représentants(es) de nos organisations syndicales sont à jeun de toute information de la part de la préfecture. Si la mise en place d'un organisme du dialogue social pour les TPE doit fonctionner, c'est bien maintenant ! Si les représentant(es) officiels des travailleuses et travailleurs de notre département ne doivent pas avoir de contact avec les instances républicaines que nous défendons depuis longtemps, que devons-nous faire ?

En Aveyron, aucun élément ne nous a été communiqué concernant l'évolution de la maladie, les moyens mis en œuvre dans tous les secteurs. Nous serions en droit de nous interroger aujourd'hui si tout a été fait pour garantir la sécurité et particulièrement sur les moyens mis en œuvre à l'hôpital, mais également dans tous les services publics et dans le secteur privé.

Nos organisations, attachées à l'existence des moyens concernant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail, se doivent d'obtenir les éléments réels concernant la santé des salariés(es). Nos organisations demandent à obtenir un éclairage réel sur la situation vécue dans l'Aveyron.

De nombreuses questions se posent sur l'application des consignes dans les entreprises et collectivités. Cette situation anxiogène pèse fortement sur la santé mentale des salariés(es) avec tous les risques d'accidentologie que cela induit dans un contexte de travail.

Vous-même, comme vos services, n'avez pas les remontées du vécu de nos élus(es) dans les structures impactées par cette pandémie. Vous n'avez surtout pas celles des salariés(es) qui, jour après jour, partent au travail la boule au

ventre, avec une angoisse légitime. Eux-mêmes assument leurs devoirs et leurs obligations.

La mise en place, à votre niveau, d'une instance d'information, d'écoute et de négociation permettra d'entendre les demandes des travailleuses et travailleurs du département-sur le plan sanitaire, économique et social, tant pour répondre aux urgences que préparer une sortie de crise qui ne pourra se faire à nos yeux, qu'à travers des choix politiques conduisant aux progrès sociaux nécessaires pour lesquels nous nous sommes engagés depuis toujours.

Ainsi, nous vous demandons d'activer les instances de concertation, de dialogue social regroupant tous les acteurs économiques du département pour un suivi de la situation aveyronnaise sur tous les plans afin également de préparer et de favoriser la reprise qui sera d'actualité demain.

Merci donc, Madame la Préfète, de mettre en place un vrai dialogue social déclamé par monts et par vaux. Toutes les organisations syndicales de notre département sont joignables et particulièrement les secrétaires départementaux.

En vous remerciant par avance de l'intérêt que vous porterez à notre demande, veuillez croire, Madame la Préfète, en l'assurance de notre très haute considération.

**Pour les Organisations syndicales :**

Jacques DOUZIECH  
CFE – CGC

Robert MESTRE  
CFDT

David GISTAU  
CGT

Emmanuel DUMAS  
FO

Sylvain LAGARDE  
FSU

Robert PHAVORIN  
Solidaires

